

Plus de mille postes supprimés chez Cora

Cora devrait présenter un nouveau plan social, le troisième en deux ans, suite au rejet du « pacte social » par une partie des salariés du groupe de grande distribution.

Ce pacte social, négocié depuis plusieurs mois entre la direction et les organisations syndicales, a été rejeté par 1 077 salariés. Ce sont eux qui sont visés par le plan de sauvegarde de l'emploi qui n'a pas encore été officiellement annoncé, bien qu'un accord de méthode ait été négocié, affirme la CGT dans un communiqué. Le pacte social vise à introduire davantage de flexibilité dans les horaires, une plus grande polyvalence, ainsi que des redéfinitions de postes. Les syndicats signataires, CFTC (première organisation au sein de l'enseigne), FO et la CFDT ont obtenu le versement de primes et autres avantages. Mais la CGT et la CFE-CGC s'y sont opposés.

1 077 salariés touchés

Par conséquent, la direction de Cora s'apprête à dévoiler un plan social concernant 1 077 postes. Ils s'ajouteront aux quelque 8 000 emplois supprimés depuis 2009. Ce plan social s'ajoute aux deux autres mis en place ces deux dernières années. Et ce, malgré les « 20 millions d'euros de CICE ou d'exonération de charges sociales par an » dont a bénéficié l'entreprise ces cinq dernières années, accuse la CGT. Selon le syndicat, si Cora affiche une baisse du chiffre d'affaires, le groupe est bénéficiaire et « il préfère servir ses actionnaires ».

Trois plans sociaux en deux ans

Les effectifs de Cora se montent à 16 500 salariés. Le réseau de l'enseigne est surtout composé d'hypermarchés (61 en tout), un format de magasin qui n'a plus la cote auprès de la clientèle. Les nouvelles manières de consommer et le commerce en ligne plongent les hypermarchés dans les difficultés, et à l'instar des autres groupes de grande distribution, Cora doit se réinventer avec de plus grandes plages horaires, par exemple.